

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/COM.4/L.8  
1er juillet 1954  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. EMMANUEL G. FAWTY  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Emmanuel Fongen G. Fawty

Plot No 80 Buea c/o N.A.  
Treasury, Buea,

Le 12 juin 1954

Par l'intermédiaire du Commissaire du  
Cameroun, Buea,

Au Secrétaire principal du Gouvernement, Lagos

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous prier instamment d'examiner la présente pétition, à laquelle je vous serais reconnaissant de vouloir bien donner une suite immédiate.

Le 10 novembre 1953, j'ai adressé une pétition au Conseil de tutelle, à la suite de l'injuste arrestation et de la détention illégale dont j'ai été l'objet.

Cette pétition (T/PET.4/101 et Add.1 et 2) a été examinée lors d'une des séances de la treizième session du Conseil de tutelle, au mois de février 1954, en présence de M. le Brigadier Gibbons, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Cameroun, et le Conseil n'a donné aucune réponse directe à la question d'indemnisation pour emprisonnement injustifié et illégal soulevée dans la pétition.

Trois projets de résolution ont été présentés et mis aux voix à la séance du Conseil, à New-York, au mois de février 1954, et la résolution finalement adoptée par le Conseil m'invitait à demander réparation en justice en poursuivant soit la police, soit les faux témoins.<sup>1/</sup>

Je sais parfaitement que la police a fait pression sur les témoins qui ont déclaré devant la Cour Suprême de Bamenda que les policiers les avaient incités à faire des déclarations mensongères. Les témoins, qui à la suite de leurs aveux, avaient été arrêtés et inculpés de faux témoignage, ont été jugés par le tribunal de Bamenda, lequel les a acquittés après qu'ils se soient bornés à déclarer, pour leur défense, que la police les avait contraints à commettre contre moi des faux témoignages, et qu'ils n'avaient fait qu'obéir.

Le fait que les témoins mis en état d'arrestation et accusés de faux témoignage soient passés en jugement à Bamenda et que le tribunal les ait acquittés, lorsque la preuve eût été faite que la police les avait contraints à commettre de faux témoignages, établit sans discussion possible que MM. G.B. Mc Caffery, et E.S. Morgan, ainsi qu'un certain Ado, qui représentait, en la circonstance, les services administratifs de Bamenda, avaient de concert avec trois autres personnes, tramé dans la maison dudit G.B. Mc Caffery un complot dirigé contre ma personne, en vue de commettre un acte délictueux considéré comme crime.

Si le Gouvernement de la Nigeria a attribué aux membres de la police certains pouvoirs, c'est pour qu'ils s'acquittent de leurs fonctions d'agents gouvernementaux en servant le public, et lorsqu'ils se rendent coupables d'actes délictueux à l'encontre de ce public, le Gouvernement se doit de vérifier leurs activités et de prendre les mesures correctives voulues.

Ici, les membres de la police abusent des pouvoirs que le Gouvernement leur a attribués en vue d'accomplir leur tâche avec précision, droiture et impartialité, et, parce qu'on les laisse sans surveillance, en profitent pour nuire à leurs ennemis.

---

<sup>1/</sup> Note du Secrétariat : Résolution 900 (XIII)

Ici, au Cameroun, certains policiers, par leurs machinations, font jeter en prison ceux avec qui ils se sont querellés au sujet d'une femme, et d'autres se targuent publiquement de détenir l'autorité, d'être protégés par les règlements de police, et de n'avoir rien à déboursier pour les frais du procès lorsqu'ils doivent comparaître devant les tribunaux pour avoir accusé quelqu'un à tort, parce que le Gouvernement leur affecte gratuitement un défenseur d'office. Ils exercent leurs chantages sans aucune crainte, et se servent de la formule "Je vous arrête au nom de la Reine" pour extorquer injustement de l'argent. Il incombe au Gouvernement de contrôler l'activité de tous ses serviteurs et de leur infliger le traitement qu'ils méritent. La loi d'"Habeas Corpus", qui n'est appliquée qu'en Grande-Bretagne, devrait l'être dans toute l'étendue de la Nigeria et du Cameroun, partout où des gens sont arrêtés au nom de la Reine, pour protéger la population contre les arrestations arbitraires.

Il est arrivé, en ma présence, qu'un policier exige une certaine somme pour qu'une personne arrêtée soit mise en liberté sous caution.

#### Habeas Corpus

Toute personne détenue contre son gré, et dont la détention n'est pas la conséquence d'un jugement rendu par un tribunal, peut s'adresser, directement ou par mandataire, à un magistrat quelconque d'un tribunal de juridiction supérieure, pour qu'il soit statué sur la légalité de la détention. Le juge délivrera une ordonnance d'"Habeas Corpus", qui constitue une sommation à faire comparaître le détenu devant le tribunal; et si l'on n'établit pas que la détention est légale, le requérant sera immédiatement remis en liberté.

L'"Habeas Corpus" ne s'applique pas seulement en cas de détention illégale, mais encore lorsqu'on garde en prison, sans le faire passer en jugement, un homme qui a été arrêté légalement; on doit le faire comparaître devant le tribunal aussitôt que possible après son arrestation.

Dans l'affaire qui me concerne, le juge, à la suite de plusieurs pétitions que je lui ai adressées de la prison, a donné l'ordre de me faire comparaître devant le tribunal, mais la police a refusé par malveillance.

Puisque le Conseil de tutelle, après avoir examiné ma pétition, a conclu que je dois demander réparation en justice, en poursuivant soit la police, soit les faux témoins, je suis prêt à le faire, mais je dois auparavant, dans cette affaire, attirer l'attention du Gouvernement de la Nigeria sur les points ci-après :

- i) Les faux témoins accusés de faux témoignage ont été acquittés par le tribunal, ce qui prouve qu'ils n'ont déposé contre moi que sous la contrainte;
- ii) Le cas des trois fonctionnaires, représentant des services administratifs de Bamenda, qui ont monté cette intrigue de toutes pièces, et incité les témoins à déposer, n'a pas été examiné par le Gouvernement;
- iii) L'enquête contre les trois fonctionnaires en question devrait m'être communiquée afin d'accélérer la liquidation de mon affaire.

Le Gouvernement doit également s'informer auprès de l'Inspecteur général de la police du nom du plaignant, dans l'affaire pour laquelle j'ai été inculpé et détenu, afin que je sache exactement ce que je dois faire en la matière.

En vous remerciant d'avance pour l'attention que vous ne manquerez pas d'accorder à ma demande,

Veuillez, etc.

Le pétitionnaire,  
(Signé) E.F. FAWTY

Copie au Secrétaire d'Etat aux colonies  
Downing Street, Londres  
Pour information

Copie au Conseil de tutelle,  
Organisation des Nations Unies  
New-York  
Pour action.  
(Signé) E.F.FAWTY

-----